

Brochure n° 3303

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2148. – TÉLÉCOMMUNICATIONS**

AVENANT DU 26 JANVIER 2012  
À L'ACCORD DU 12 AVRIL 2002  
RELATIF À L'OBSERVATOIRE DES MÉTIERS

NOR : ASET1250469M  
IDCC : 2148

Entre :

L'UNETEL-RST,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CGT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les signataires de l'accord du 12 avril 2002 portant création de l'observatoire paritaire des métiers des télécommunications sont convenus de se réunir par période triennale pour définir les axes de réflexion et/ou actions à mener par l'observatoire pour les 3 ans à venir.

Dans le contexte d'évolution permanente qui caractérise le marché des télécommunications et après avoir examiné les travaux menés par l'observatoire au cours de la précédente période triennale notamment :

- la mise à jour des fiches métiers et l'élargissement de la cartographie aux thèmes du multimédia, innovation et prospective, et tout particulièrement aux métiers émergents des « contenus » développés par les opérateurs de réseaux et de services en télécommunications ;
- l'étude sur « les passerelles » qui a permis d'identifier, de décrire et mettre en perspective des passerelles entre les principaux métiers au sein du domaine client et du domaine technique afin de mettre en lumière des parcours possible de mobilité entre ces métiers.

Les signataires du présent accord rappellent que l'observatoire des métiers a pour objectif d'apporter un éclairage aux partenaires sociaux dans le cadre des négociations de branche et des travaux de la commission paritaire nationale pour l'emploi et la formation (CPNE) et de construire des éléments d'information appropriés et adaptés aux salariés et aux entreprises de la branche pour

anticiper la transformation des métiers et faciliter la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, notamment dans les PME non assujetties à la négociation triennale.

Ils réaffirment que la mise à jour de la cartographie des métiers constitue une priorité pour la branche afin de permettre aux entreprises de mieux définir leur politique de formation, aux salariés de mieux élaborer leurs projets professionnels, et à la CPNE de faire des recommandations sur les priorités de formation professionnelle.

A cet effet, les signataires du présent accord conviennent des axes de travail suivants pour la période 2012-2014 :

1. Poursuivre le travail constant de mise à jour de la cartographie et d'identification des compétences nécessaires aux métiers de la branche, notamment pour ce qui concerne les métiers techniques, en tenant compte de l'étude en cours sur les passerelles mises en lumière entre ces métiers et en intégrant les niveaux de formation initiale ou d'expérience équivalente nécessaires à l'exercice du métier.

2. Entreprendre une monographie sur les compétences à mobiliser dans l'exercice de métiers en évolution et dont l'importance devient stratégique dans le cadre spécifique des télécommunications : les métiers relatifs aux projets (chef de projet, assistant projet, etc.). Cette étude portera sur les compétences transverses (instruments de pilotage, maîtrise des champs techniques, communication et leadership, etc.) et les dynamiques de passerelles envisageables.

3. Entretenir la veille sur les évolutions en cours, y compris en matière d'usages, particulièrement celles liées à la montée en puissance des débits et aux nouvelles activités d'infrastructure de services des opérateurs de télécommunications, et procéder à l'étude d'impact correspondante sur les métiers.

Dans le cadre du programme triennal défini ci-dessus par le présent accord, le conseil d'administration de l'observatoire décide, chaque année, des travaux que doit mener prioritairement l'observatoire et fixe le budget prévisionnel correspondant, dans les limites budgétaires prévues par l'accord du 24 avril 2002 sur le financement du paritarisme.

Les partenaires sociaux de la branche conviennent de se retrouver au terme de cette nouvelle période triennale pour définir les nouveaux axes de réflexion.

Le présent accord est conclu pour une durée de 3 ans et prend effet à compter de la date de signature.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par les dispositions réglementaires visées à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 26 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)